

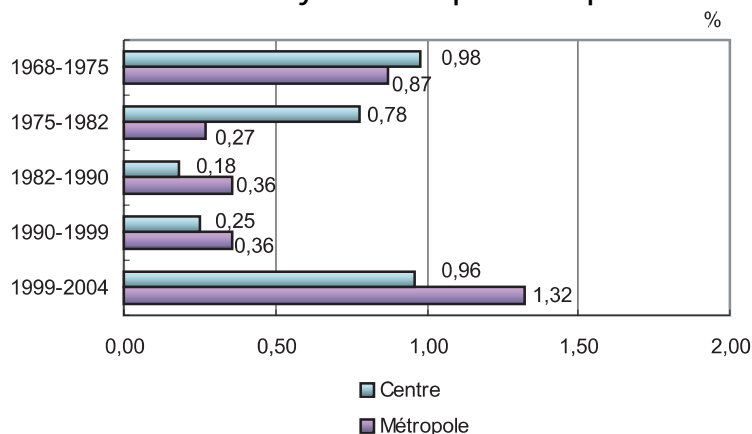
Évolution de l'emploi en région Centre : l'écart avec la métropole se creuse

Malgré une évolution plus favorable de l'emploi sur la période 1999-2004, la région Centre ne parvient pas à réduire son écart avec la métropole. Le décrochage amorcé au début des années 80 tend même à s'accroître depuis 1999. Dans l'industrie, les réductions d'effectifs sont de moins grande ampleur qu'au cours de la décennie 90. Mais, depuis 1999, la région est davantage touchée par les pertes d'emploi industriel que la métropole, malgré le dynamisme du secteur de la pharmacie-parfumerie. La croissance de l'emploi reste principalement soutenue par le secteur tertiaire, moins développé dans la région qu'en métropole.

Manuella Gesbert

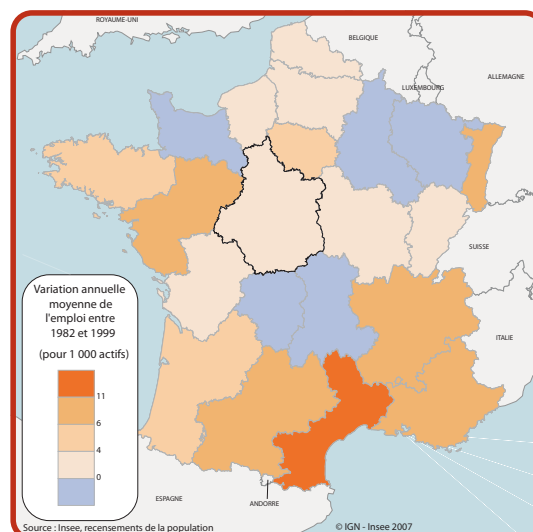
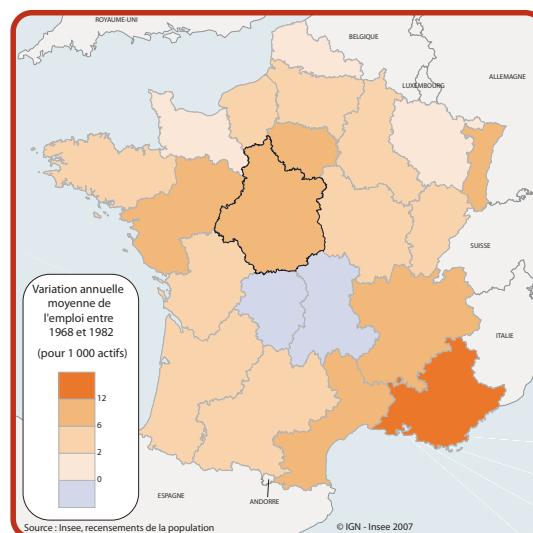
Depuis 1982, la croissance de l'emploi régional est inférieure à la hausse nationale après s'être maintenue à un niveau nettement supérieur au cours des années 70. Le moindre dynamisme du secteur tertiaire régional, premier secteur créateur d'emplois, et la forte présence industrielle expliquent le positionnement de la région. Depuis 1999, l'écart se creuse entre les évolutions régionale et nationale, de 0,1 point en moyenne annuelle sur la période 1982-1999 à 0,4 point sur la période 1999-2004. Néanmoins, la croissance de l'emploi est supérieure à celle observée entre 1990 et 1999, tant au niveau régional que métropolitain. Dans la région, tous les secteurs contribuent à cette accélération : gains d'emplois dans le tertiaire et la construction, moindre baisse des effectifs dans l'industrie et le secteur agricole.

Variation annuelle moyenne de l'emploi total depuis 1968



Sources : INSEE, Estimations d'emploi

Évolution de l'emploi total entre 1968 et 1999



Des pertes d'emplois salariés industriels plus fortes dans la région qu'en métropole à partir de 1999

	Taux de variation annuel moyen (%)			
	1990-1999		1999-2004	
	Centre	Métropole	Centre	Métropole
Industrie	- 1,41	- 1,53	- 0,89	- 0,67
IAA	- 0,60	0,14	0,78	0,68
Habillement, cuir	- 6,34	- 5,66	- 9,28	- 7,89
Édition, imprimerie, reproduction	- 0,74	- 1,21	- 1,16	- 1,37
Pharmacie, parfumerie et entretien	0,83	- 0,65	0,90	2,20
Industrie des équipements du foyer	- 1,30	- 2,69	- 1,76	- 2,59
Industrie automobile	- 1,18	- 1,81	- 3,90	1,10
Construction aéronautique et ferroviaire	- 3,89	- 2,91	- 9,44	- 0,48
Industrie des équipements mécaniques	- 2,01	- 0,82	0,45	- 0,27
Industrie des équipements électriques et électroniques	- 1,64	- 0,60	- 0,47	- 1,73
Industrie des composants électriques et électroniques	0,48	0,51	- 1,30	0,02
Industrie des produits minéraux	- 2,84	- 2,65	- 0,38	- 0,85
Métallurgie et transformation des métaux	- 1,19	- 1,73	- 0,14	- 0,62
Industrie textile	- 1,47	- 3,58	1,46	- 4,74
Industrie du bois et du papier	- 2,56	- 1,96	- 1,62	- 0,79
Chimie, caoutchouc, plastiques	- 0,78	- 1,07	- 0,32	- 0,17
Commerce	0,32	0,72	1,98	2,00
Services	2,20	1,98	1,79	2,07
Services aux entreprises	3,52	3,13	3,51	3,83
Transports	1,72	0,87	2,59	2,36
Services aux particuliers	3,86	4,46	1,50	2,53
Ensemble des salariés	0,80	0,84	1,16	1,50

Sources : INSEE, Estimations d'emploi

Depuis 1999, le recul de l'industrie est plus marqué qu'en métropole

Sur la période 1999-2004, les pertes d'emplois industriels sont moins fortes qu'au cours de la décennie 1990, dans la région comme en France métropolitaine. Le contexte national moins défavorable se traduit cependant par des baisses plus importantes dans la région (- 0,90 % par an) qu'en métropole (- 0,67 % par an). Dans l'industrie, le comportement des grandes unités de production dont l'activité est soumise à la concurrence internationale et dont les centres de décision se situent souvent à l'extérieur de la région conditionne pour partie les grandes évolutions des 35 dernières années.

Dans les années 1960, la région bénéficie en effet de l'implantation d'unités de production industrielles appartenant à des entreprises dont le siège social se trouve en région parisienne. Il s'agit de délocalisations opérées dans un contexte de développement de l'activité ou de création d'unités nouvelles. Entre 1968 et

1975, l'emploi industriel régional connaît ainsi une progression importante, à un taux annuel moyen de + 3,0 % quand, au niveau de la métropole, la progression est moins rapide (+ 1,3 %). Sur la période 1975-1982, marquée par le premier choc pétrolier, la tendance s'inverse au niveau national alors que la région résiste aux pertes d'emplois industriels. Le recul de l'emploi industriel se confirme dans la région après 1982. La situation de l'emploi dans ce secteur se dégrade nettement dans les années 90 où le rythme des pertes d'emplois industriels rejoint celui de la métropole.

Depuis 1975, le poids du secteur industriel est d'ailleurs plus élevé dans le Centre qu'en métropole. En 2004, 20 % des emplois de la région relèvent encore de l'industrie contre 17 % en métropole.

La pharmacie-parfumerie, moteur de l'industrie régionale depuis plus de 30 ans

Alors que les secteurs traditionnels du cuir-chaussure, matériaux de construction et textile-habillement perdent de nombreux

effectifs, la croissance de l'emploi industriel régional est soutenue dans les années 70 par les secteurs de la construction électrique et électronique, du caoutchouc-plastiques, de l'automobile et de la chimie-parachimie. Ces secteurs se développent du fait des délocalisations. À l'exception de la chimie-parachimie, ils réduisent leurs effectifs à partir des années 80 et sont plus durement touchés par la suite. En particulier, l'industrie des équipements électriques et électroniques perd de nombreux emplois entre 1990 et 1999 et le secteur de l'automobile entre 1999 et 2004.

En revanche, le secteur de la chimie-parachimie se révèle le moteur de l'industrie régionale après 1982 : la progression du nombre d'emplois y est particulièrement élevée entre 1982 et 1990. Ce secteur, dont beaucoup d'unités de production dépendent d'un groupe, est d'ailleurs sur-représenté dans la région par rapport à la métropole. Ce sont principalement la parfumerie et la pharmacie qui soutiennent la croissance de l'emploi de ce secteur de l'industrie

Une croissance de la population active ralentie depuis le début des années 80

La population active régionale passe de 836 400 actifs en 1968 à 1 109 300 actifs en 1999. Cette évolution n'est cependant pas homogène sur l'ensemble de la période. La très forte hausse observée au cours des années 1970, soutenue par les migrations, est suivie par un net ralentissement à partir du début des années 80. L'évolution régionale se situe depuis lors légèrement en deçà de la moyenne française.

Des nouvelles générations moins nombreuses

Le renouvellement des générations d'actifs est le principal facteur de la croissance de la population active de la région : l'arrivée nombreuse d'une population en âge de travailler compense largement les départs d'actifs à la retraite. Cet effet est cependant moins

marqué après 1982, tant au niveau de la région que de la métropole.

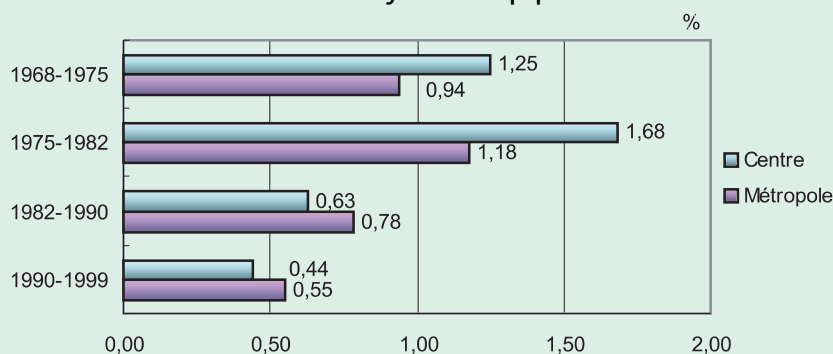
Les migrations d'actifs devenues déficitaires

Les migrations résidentielles constituent également un facteur important de l'évolution de la population active régionale, témoignant de l'attractivité du territoire. Sur la période 1968-1975, elles expliquent la moitié de l'accroissement de la population active régionale. Leur contribution diminue nettement entre 1975 et 1982 et encore davantage entre 1982 et 1990. L'effet des migrations devient même négatif après 1990 (- 550 actifs par an). En particulier, le déficit migratoire des jeunes actifs continue de s'amplifier après 1982. Pour ces populations, l'attractivité de la région Île-de-France reste très forte.

Une évolution défavorable des taux d'activité depuis 1982

Les modifications des taux d'activité contribuent aussi à l'évolution de la population active mais concourent plutôt dans un premier temps à en limiter la croissance. Les entrées plus tardives sur le marché du travail, conséquence de l'allongement de la durée des études, combinées à des départs en retraite plus précoces entraînent une réduction de la période d'activité. Entre 1968 et 1975, l'évolution des taux d'activité limite la hausse de la population active tant au niveau de la région que de la métropole. En revanche, entre 1975 et 1982, les modifications des taux d'activité contribuent à sa croissance, essentiellement du fait de l'importante hausse de l'activité des femmes, particulièrement de celles âgées de 25 à 49 ans. Après 1982, les entrées plus tardives sur le marché du travail et les départs en retraite plus précoces continuent de peser sur l'évolution de la population active régionale alors que la croissance plus modérée de l'activité féminine apporte peu d'actifs supplémentaires. Globalement, ces changements de taux d'activité se traduisent par une baisse de plus de 3 000 actifs par an sur la période 1982-1990, puis de 1 000 actifs par an sur la période 1990-1999.

Variation annuelle moyenne de la population active



Sources : INSEE, Recensements de la population

Pour comprendre ces résultats

La **population active** d'un territoire varie sous l'effet de trois facteurs :

- l'*effet démographique* est dû au seul renouvellement des générations d'actifs sous l'hypothèse du maintien des comportements d'entrée et de sortie du marché du travail et en l'absence de migrations définitives.

- l'*effet migrations résidentielles* mesure l'impact des mouvements de population entre les territoires, défini comme la

différence de population observée en fin de période et la population attendue au vu du vieillissement de la population de début de période, sous l'hypothèse d'un même comportement d'activité entre migrants et non migrants.

- enfin, l'*effet taux d'activité* mesure la variation de la population active due seulement aux changements de comportement d'activité (entrée plus tardive des jeunes sur le marché du travail, hausse de l'activité féminine, ...).

Les **estimations d'emploi** publiées annuellement par l'INSEE sont établis au lieu de travail des actifs. Elles sont calées sur le dernier recensement général de la population et actualisées à l'aide de plusieurs sources administratives (Unedic, Urssaf, enquête auprès des collectivités territoriales, fichier de paye des agents de l'État...) permettant de suivre les évolutions dans les différents secteurs.

au niveau régional. Ainsi, en 1999, 31 % des salariés de l'industrie des biens de consommation travaillent dans le secteur de la pharmacie, parfumerie et entretien. Dans les années 1999-2004, la pharmacie-parfumerie reste le secteur le plus dynamique de la région. Par ailleurs, depuis 1999 les réductions d'effectifs sont plus limitées dans le secteur de la chimie, caoutchouc,

plastiques, bénéficiaire des délocalisations des années 60. L'industrie des équipements mécaniques bénéficie quant à elle d'une légère reprise de la croissance de l'emploi après avoir enregistré de nombreuses réductions d'effectifs à partir du milieu des années 70. En revanche, les évolutions ne sont guère favorables dans les secteurs de l'imprimerie et dans l'industrie du bois et du papier.

Le secteur tertiaire progresse mais reste sous-représenté dans la région

La croissance de l'emploi dans la région est en grande partie soutenue par le secteur tertiaire où la progression des effectifs s'accroît légèrement après 1999, passant de + 1,52 % en moyenne annuelle sur la période 1990-1999 à

+ 1,68 % sur la période 1999-2004. Cette évolution demeure toutefois en retrait de l'évolution nationale (+ 1,92 %).

Malgré son développement rapide depuis la fin des années 1960, le secteur reste sous-représenté dans la région. En 2004, il regroupe 68 % des emplois régionaux (74 % en métropole).

Entre 1968 et 1982, les entreprises de services qui emploient le plus de salariés sont celles spécialisées dans les services aux particuliers, les transports et les services aux entreprises. Entre 1982 et 1999, comme en métropole, la progression de l'emploi du tertiaire reste la plus forte dans les services aux entreprises et les services aux particuliers, ces deux branches représentant plus de 30 % de l'emploi tertiaire régional en 1999. Le secteur du commerce devient fortement créateur d'emplois après 1999, avec un taux de croissance de 2 %, supérieur à celui du secteur des services (1,8 %).

Les évolutions régionales du tertiaire restent néanmoins en deçà des évolutions nationales notamment pour les services aux particuliers. Pour ce dernier secteur, des marges de développement pourraient subsister dans la région d'autant qu'il propose moins d'emploi par ménage (58 emplois pour 1 000 ménages) que

dans l'ensemble de la province française (63 emplois pour 1 000 ménages).

Des évolutions conformes aux tendances nationales dans le BTP et l'agriculture

Sur la période 1968-1997, le BTP perd des emplois tant au niveau régional que national ; en particulier, 5 000 emplois sont supprimés dans la région entre 1982 et 1990. La situation s'améliore à partir de 1997, année marquant la fin de la crise dans ce secteur qui devient générateur d'emplois dans la région comme en métropole.

Dans le secteur agricole, la dégradation de l'emploi s'accélère après 1982. La région perd ainsi la moitié de ses emplois agricoles entre 1982 et 1999 et ce secteur ne concentre plus que 5 % des emplois régionaux en 1999 contre 11 % en 1982. En 2004, il ne compte plus que 46 000 actifs dans le Centre.

Des actifs plus nombreux à travailler hors de la région

Les actifs résidents sont de plus en plus nombreux à travailler à l'extérieur de la région, notamment en Île-de-France. Les navettes domicile-travail entre le Centre

et les autres régions s'accroissent depuis la fin des années 60. Ainsi, le solde des déplacements domicile-travail à l'extérieur des frontières régionales se creuse, de - 11 200 actifs en 1968 à - 22 100 actifs en 1982. Ce solde augmente fortement après 1982 et s'élève à - 37 700 en 1999. Les actifs résidant dans le Centre, de plus en plus nombreux à trouver un emploi à l'extérieur de la région, contribuent ainsi à augmenter la population active régionale, surtout entre 1982 et 1990.

Taux de chômage : l'avantage de la région s'amenuise

Malgré un plus fort ralentissement de la progression de l'emploi depuis 1982, la région conserve un taux de chômage inférieur à celui de la métropole, essentiellement du fait de la moindre croissance de la demande de travail qui modère la croissance du chômage. Néanmoins, le décrochage économique de la région se confirmant entre 1999 et 2004, l'écart entre le taux de chômage de la région et celui de la métropole s'amenuise progressivement. ■

Évolution de l'emploi total

	Taux de variation annuel moyen (en %)									
	1968-1975		1975-1982		1982-1990		1990-1999		1999-2004	
	Centre	Métropole	Centre	Métropole	Centre	Métropole	Centre	Métropole	Centre	Métropole
Agriculture	- 5,47	- 5,08	- 2,51	- 3,41	- 4,69	- 3,66	- 3,57	- 3,29	- 1,31	- 1,95
Industrie	3,01	1,31	- 0,32	- 1,53	- 0,46	- 1,50	- 1,46	- 1,58	- 0,90	- 0,67
Construction	- 0,45	0,39	- 0,76	- 0,88	- 0,96	- 1,30	- 1,61	- 2,16	1,53	2,11
Tertiaire	2,63	2,34	2,58	2,03	1,48	1,79	1,52	1,45	1,68	1,92
Ensemble des secteurs	0,98	0,87	0,78	0,27	0,18	0,36	0,25	0,36	0,96	1,32

Source : INSEE, Estimations d'emploi

Pour en savoir plus

Cette étude fait suite au dossier «L'évolution de la population active de la région Centre sur longue période (1968-2004)», réalisé dans le cadre d'un partenariat avec la Préfecture de la région Centre, Secrétariat Général aux Affaires Régionales.

«L'importance de l'emploi industriel dans le tissu économique local : une approche en termes de secteurs spécifiques», M. Soulier, *Insee Centre Info*, n°130-131, septembre 2005.

«Marché du travail en région Centre dans les années 90 : comment demande d'emploi et emploi offert se sont ajustés», M. Dewas et S. Tagnani, *Insee Centre Info*, n° 119, août 2003.

«L'industrie régionale au XX^{ème} siècle», N. Delécrin, *Indicateurs économiques de la région Centre*, n°28, avril 2000. *Indicateurs de l'Économie du Centre*, Bilan, 1983.

Indicateurs de l'Économie du Centre, Bilan, 1982.

«Région Centre : décentralisation et emploi industriel», P. Bachelard, *Indicateurs économiques de la région Centre*, n° 3, 1979.

«Le Centre : deuxième région française pour l'industrie pharmaceutique», *Indicateurs économiques de la région Centre*, n° 2, 1979.

Les publications de l'Insee sont disponibles sur le site internet : www.insee.fr/centre, rubrique «publications».